



DROIT SOCIAL

n° 5 - Mai 2022

TRIBUNE

La négociation collective d'entreprise ou l'enclos des illusions
Bernard TEYSSIÉ

377

ÉTUDES

Sources

Protection des secrets commerciaux et lanceurs d'alerte au Japon
Yumiko KUWAMURA

380

Contrat de travail

La liberté d'expression de l'humoriste à la télévision à l'heure du politiquement correct
Anne-Marie GRIVEL

386

Exiger l'exécution de la prestation de travail est-il discriminer ?
Nicolas ANCIAUX et Julien ICARD

397

La protection de la paternité et le droit du travail : un retard encore important
Delphine GARDES

402

Rupture conventionnelle et terme du délai de renonciation à la clause de non-concurrence :
nouvelle contrition du choix dans la date

Lucas BENTO DE CARVALHO

410

Charivari au pays de la réintégration du salarié (2)
Thomas KAPP et Morane KEIM-BAGOT

414

Institutions représentatives du personnel

L'atteinte portée à la vie personnelle du salarié par l'affichage du comité social et économique
Gwennaëlle FRANÇOIS

422

Grève

Le droit de grève dans les transports
Stéphane MICHEL

427

Durée du travail

Conditions et sanctions des conventions individuelles de forfait en heures
Sébastien TOURNAUX

436

Santé - Sécurité

Indépendance du médecin du travail et responsabilité de celui-ci à l'égard des salariés
Marc VERICEL

444

Protection sociale

Page de la protection sociale : Les conseils d'administration des organismes de base de la sécurité sociale : pour quoi faire ?
Gilles HUTEAU

448

Le fonds d'indemnisation des victimes de pesticides, ou l'émergence d'un nouveau régime de maladies professionnelles
Vincent RIVOLLIER

449

La prime d'activité : une prestation symbole d'une universalité professionnelle assistancielle ?
Romain MARIE

461

ACTUALITÉ

Le transfert de salariés n'emporte pas de plein droit transmission des obligations de l'ancien au nouvel employeur
Jean MOULY

467

DALLOZ

Lefebvre Dalloz

Sommaire

Tribune

La négociation collective d'entreprise ou l'enclot des illusions

Bernard TEYSSIE

Études

Sources

- 380 Protection des secrets commerciaux et lanceurs d'alerte au Japon
Yumiko KUWAMURA

Contrat de travail

- 386 La liberté d'expression de l'humoriste à la télévision à l'heure du politiquement correct –
(Avis contraire dans l'affaire, Soc. 20 avr. 2022, n° 20-10.852)
Anne-Marie GRIVEL
- 397 Exiger l'exécution de la prestation de travail est-il discriminer ? – La perversion de la notion de discrimination
Nicolas ANCIAUX et Julien ICARD
- 402 La protection de la paternité et le droit du travail : un retard encore important
Delphine GARDES
- 410 Rupture conventionnelle et terme du délai de renonciation à la clause de non-concurrence :
nouvelle contribution du choix dans la date – (Soc. 26 janv. 2022, n° 20-15.755)
Lucas BENTO DE CARVALHO
- 414 Charivari au pays de la réintégration du salarié (2) – (Soc. 1^{er} déc. 2021, n° 19-25.715)
Thomas KAPP et Morane KEIM-BAGOT

Institutions représentatives du personnel

- 422 L'atteinte portée à la vie personnelle du salarié par l'affichage du comité social et économique
Gwennaél FRANÇOIS

Grève

- 427 Le droit de grève dans les transports
Stéphane MICHEL

Durée du travail

- 436 Conditions et sanctions des conventions individuelles de forfait en heures
Sébastien TOURNAUX

Études

Santé - Sécurité

- 444 Indépendance du médecin du travail et responsabilité de celui-ci à l'égard des salariés – (Soc. 26 janv. 2022, n° 20-10.610)
Marc VERICEL

Protection sociale

- 448 *Page de la protection sociale* : Les conseils d'administration des organismes de base de la sécurité sociale : pour quoi faire ?
Gilles HUTEAU
- 449 Le fonds d'indemnisation des victimes de pesticides, ou l'émergence d'un nouveau régime de maladies professionnelles
Vincent RIVOLLIÉ
- 461 La prime d'activité : une prestation symbole d'une universalité professionnelle assistancielle ?
Romain MARIÉ

Actualités

Contrat de travail

- 467 Le transfert de salariés n'emporte pas de plein droit transmission des obligations de l'ancien au nouvel employeur (Soc. 9 mars 2022) 
Jean MOULY
- 470 Le refus d'une rétrogradation disciplinaire par le salarié n'empêche pas l'employeur de prononcer un licenciement pour insuffisance professionnelle (Soc. 9 mars 2022) 
Jean MOULY

Index

CONTRAT DE TRAVAIL

- 386 *Licenciement* ■ *Liberté d'expression* ■ *Animateur de télévision*
- 397 *Licenciement* ■ *Conviction religieuse* ■ *Discrimination* ■ *Différence de traitement légitime* ■ *Mutation disciplinaire* ■ *Exigence professionnelle essentielle et déterminante*
- 402 *Protection de la paternité* ■ *Étendue des droits* ■ *Condition biologique* ■ *Accès à la parentalité* ■ *Égalité des droits*
- 410 *Rupture conventionnelle du contrat de travail* ■ *Clause de non-concurrence* ■ *Renonciation* ■ *Délai*
- 414 *Licenciement* ■ *Salarié protégé* ■ *Annulation* ■ *Réintégration (non)* ■ *Harcèlement moral* ■ *Indemnité d'éviction* ■ *Congés payés*
- 467 *Transfert du salarié* ■ *Groupe de sociétés* ■ *Ancien employeur*
- 470 *Licenciement* ■ *Insuffisance professionnelle* ■ *Rétrogradation disciplinaire* ■ *Refus du salarié*
- 472 *Généralités* ■ *Relations de travail* ■ *Violences* ■ *Droit comparé* ■ *Ouvrage*

CONVENTION COLLECTIVE

- 377 *Négociation collective* ■ *Négociation collective d'entreprise*

DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ

- 380 *Japon* ■ *Droit de la concurrence* ■ *Protection des secrets professionnels* ■ *Protection des lanceurs d'alerte* ■ *Réforme de 2020/2022* ■ *Concurrence déloyale* ■ *whistleblowing*

DURÉE DU TRAVAIL

- 436 *Temps de travail* ■ *Convention de forfait* ■ *Convention de forfait en heures* ■ *Conditions de validité* ■ *Sanctions*

GRÈVE

- 427 *Droit de grève* ■ *Régime juridique* ■ *Secteur du transport* ■ *Transport terrestre* ■ *Transport aérien* ■ *Code des transports*

INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES DU PERSONNEL

- 422 *Fonctionnement* ■ *Affichage* ■ *Vie personnelle des salariés* ■ *Droit à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs* ■ *Droits fondamentaux*

MÉDECINE DU TRAVAIL

- 444 *Médecin du travail* ■ *Responsabilité civile* ■ *Harcèlement moral* ■ *Imputabilité à l'employeur* ■ *Responsabilité du commettant* ■ *Immunité du préposé* ■ *Faute non intentionnelle*

SÉCURITÉ SOCIALE

- 448 *Organisme de sécurité sociale* ■ *Régime général* ■ *Organisme de base* ■ *Conseil d'administration* ■ *Rôle*
- 449 *Maladie professionnelle* ■ *Réparation* ■ *Exploitants agricoles* ■ *Pesticides* ■ *Fonds d'indemnisation des victimes de pesticides (FIVP)*
- 461 *Prestation sociale* ■ *Aides à l'emploi* ■ *Prime d'activité*